

19 septembre 2018

Michael Ferguson
Vérificateur général du Canada
240 rue Sparks
Ottawa (Ontario) K1A 0G6

Cher M. Ferguson

Nous vous écrivons pour exprimer avec urgence notre grave préoccupation relative au fait que le gouvernement du Canada ne respecte pas ses engagements en faveur du développement durable dans le traitement des déchets radioactifs autres que le combustible nucléaire irradié. Les déchets auxquels nous faisons référence incluent une large gamme de déchets post-fission. Ils résultent parfois du déclassement des réacteurs nucléaires. Nous nous préoccupons aussi de la réglementation de toutes ces activités.

Nous nous inquiétons également de voir Énergie atomique du Canada Limitée (ÉACL) dépenser tant d'argent sans assez d'égard à l'économie, à la performance ou à la protection de l'environnement. Nous croyons que ces défaillances et ce gaspillage des fonds publics mettent gravement en péril la santé des Canadiens présents et futurs ainsi que celle de notre environnement.

En mai 2014, le gouvernement du Canada a «lancé» les Laboratoires nucléaires canadiens Ltée. (CNL) à titre de «filiale en propriété exclusive» d'EACL. En 2015, le gouvernement du Canada a conclu avec le consortium multinational Canadian National Energy Alliance (CNEA) un accord «d'organisme gouvernemental exploité par un entrepreneur» (OGEE) en vertu duquel il cédait au consortium toutes les actions des LNC et confiait par contrat (à la fois aux LNC et à CNEA) la tâche de gérer toutes les installations nucléaires du gouvernement fédéral canadien.

EACL elle-même a été réduite à une organisation de 40 personnes qui gère ce contrat avec mandat de «mettre en œuvre la science et la technologie nucléaires et d'assumer les responsabilités du Canada en matière de déchets radioactifs et de déclassement». Ces «responsabilités» incluent la gestion d'obligations nucléaires fédérales que l'on évaluait à plus de 7,9 milliards \$ au 31 mars 2016 (1)

L'un des contrats entre EACL et les LNC met l'accent sur la rapidité dans la réduction de ces obligations:

1.3.5.4 Les LNC rechercheront les moyens **les plus rapides** et les plus performants d'exécuter la mission DWM [Déclassement et gestion des déchets], et **l'élimination de tous les déchets**. (*soulignement ajouté*)

Au cours des trois premiers exercices de l'accord OGEE (2016-2017, 2017-2018, 2018-2019), les crédits parlementaires accordés à EACL pour le «déclassement nucléaire et la gestion des déchets radioactifs» s'élevaient en moyenne à 547 577 479 \$ par année. C'est quatre fois plus que les 137 800 000 \$ par année affectés pour la période 2006-2008 à 2015-2016 pendant laquelle Ressources naturelles Canada finançait les déclassements

et la gestion des déchets dans le cadre du Programme des responsabilités nucléaires héritées.

Il ne semble pas qu'un financement accru ait donné de bons résultats. Les LNC, avec l'appui d'EACL, proposent trois projets qui ne respectent pas les engagements internationaux du Canada en matière de gestion responsable des déchets radioactifs:

- Un site d'enfouissement hors-sol qui doit recevoir un million de mètres cubes de déchets radioactifs de «faible activité», dont d'importantes quantités d'émetteurs alpha et bêta / gamma à vie longue, à côté de la rivière des Outaouais à Chalk River, en Ontario. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) affirme que l'élimination en surface ne convient pas aux déchets qui incluent des radionucléides de longue vie. L'AIEA recommande d'isoler ces déchets de la biosphère à des dizaines de mètres sous la surface du sol, aussi longtemps qu'ils présenteront un risque radiologique (3).
- La «mise en tombeau» du réacteur Whiteshell WR-1 en bordure de la rivière Winnipeg à Pinawa, au Manitoba, ainsi que celle du réacteur de la centrale nucléaire de démonstration, en bordure de la rivière des Outaouais à Rolphoton en Ontario. Pendant la mise en tombeau, les restes fortement radioactifs du réacteur seraient recouverts de béton et laissés en place, même si les radionucléides qu'ils contiennent resteront dangereux pendant des centaines de milliers d'années après la défaillance de leur «tombe» en béton. L'AIEA ne recommande pas la mise au tombeau du réacteur, sauf en cas d'urgence (4).

Ces projets sont enlisés dans la controverse. Leur évaluation environnementale a été reportée en raison des nombreux commentaires critiques qu'ont formulés des organismes gouvernementaux provinciaux et fédéraux, des scientifiques à la retraite d'EACL, des Premières nations et des ONG. Le fait d'exiger par contrat «l'élimination de tous les déchets» la plus rapide et la moins chère incite de manière perverse à sous-estimer l'impact sanitaire et environnemental des projets, à imposer un fardeau excessif aux générations futures et à négliger les règles du développement durable.

Nous craignons que cette mise en tombeau ne soit aussi envisagée pour d'autres réacteurs nucléaires désaffectés de propriété fédérale, comme le réacteur Gentilly-1 à Bécancour au Québec, le réacteur Douglas Point près de Kincardine en Ontario et les réacteurs NRX et NRU à Chalk River en Ontario. Nous craignons également que le Canada ne fasse la promotion de cette mise en tombeau sur la scène internationale et qu'il ne fasse pression sur l'AIEA pour qu'elle permette la «mise en tombeau» lors des déclassements de routine.

La pétition 411 en matière d'environnement, soumise à votre bureau en septembre 2017, note que le gouvernement du Canada souffre d'un manque flagrant de politiques et de stratégies pour guider l'élimination ou la gestion à long terme des 600 000 mètres cubes de déchets radioactifs du gouvernement fédéral (5). Le gouvernement du Canada n'a publié qu'une «politique-cadre en matière de déchets radioactifs» qui tient en trois alinéas (6). Cette "politique-cadre", développée sans discussion ni consultation publique, a maintenant plus de 20 ans. Elle stipule que les propriétaires de déchets doivent s'acquitter de leurs responsabilités «conformément aux plans approuvés d'évacuation des déchets».

Cependant, le gouvernement du Canada, à titre de «propriétaire» de la vaste majorité des déchets radioactifs canadiens autre que le combustible irradié, n'a jamais publié de plan approuvé pour la gestion à long terme de ses propres déchets.

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) semble faire la promotion des trois projets d'évacuation des déchets nucléaires décrits ci-dessus. Comme autorité responsable en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, la CCSN a entrepris des évaluations environnementales (EE) des projets même s'ils contreviennent aux directives de l'AIEA. La CCSN a écarté les mises en garde des experts scientifiques relatives aux graves lacunes des trois projets, pendant leur phase de description/définition de projet (7) (8) (9). Cela a permis aux LNC d'émettre des sous-contrats pour des études d'impact environnemental et pour la documentation justificative - un gaspillage de millions de dollars des fonds publics. La mauvaise gestion de ces évaluations environnementales par la CCSN fait l'objet de la pétition 413 en matière d'environnement qui a été soumise à votre bureau en janvier 2018 (10).

La CCSN est largement perçue comme victime d'une «capture du régulateur» (11). Dans la mesure où la CCSN sert les intérêts de l'industrie qu'elle devrait réglementer - plutôt que les intérêts des Canadiens actuels et futurs - cela crée du gaspillage et de l'improductivité. Nous croyons que le Canada manque de freins et de contrepoids dans son système de gouvernance nucléaire et qu'il faudrait renforcer le système en y impliquant plusieurs organismes et ministères.

Toutes ces préoccupations nous incitent à demander avec urgence que vous fassiez enquête pour savoir si le gouvernement du Canada, Énergie atomique du Canada limitée et la Commission canadienne de sûreté nucléaire dépensent de manière responsable les fonds publics destinés à la gestion des déchets nucléaires ou au déclassement des réacteurs nucléaires et s'ils traitent ces questions en conformité avec les règles du développement durable. Nous pensons qu'il est urgent de répondre à ces questions dès maintenant, alors que le Canada s'attaque tout juste à la tâche éminemment difficile et coûteuse de gérer de manière sécuritaire tous les déchets nucléaires que nous avons accumulés pendant plus de sept décennies.

Sincèrement vôtre,

Ole Hendrickson, Ph.D., Les Citoyens concernés du comté et de la région de Renfrew
Theresa McClenaghan, L'Association canadienne du droit de l'environnement

Chief James Marsden, Alderville First Nation
Norm Odjick, Directeur general, Algonquin Anishinabeg Nation Tribal Council
Candace Day Neveau, Bawating Water Protectors

Angela Bischoff, Ontario Clean Air Alliance
Beatrice Olivastri, Les Ami(e)s de la Terre, Canada
Brennain Lloyd, Northwatch

Cheryl Keetch, Ottawa River Institute
Gretchen Fitzgerald, Fondation Sierra Club Canada
Guy Garand, Conseil régional de l'environnement de Laval
Jocelyne Sanschagrin, Coalition Eau Secours
Mark Mattson, Swim, Drink, Fish Canada
Meg Sears, Prevent Cancer Now

Nicole DesRoches, Agence de bassin versant des 7
Patrick Nadeau, Garde-rivière des Outaouais
Rob Barnes, Ecologie Ottawa
Shawn-Patrick Stensil, Greenpeace Canada
Dr. Éric Notebaert, Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement
Gordon Edwards, Ph.D., Regroupement pour la surveillance du nucléaire
P. T. Dang, Ph.D., Biodiversity Conservancy International
André Michel, Les Artistes pour la Paix
Carolynn Coburn, Environment Haliburton!
Céline Lachapelle, Action Environnement Basses-Laurentides
Daniel Stringer, National Capital Peace Council
Dave Taylor, Concerned Citizens of Manitoba
Faye Moore, Port Hope Community Health Concerns Committee
Gareth Richardson, Green Coalition Verte
Georges Karpat, Coalition Vigilance Oléoducs
Gilles Provost and Ginette Charbonneau, Ralliement contre la pollution radioactive
Jamie Kneen, Mining Watch Canada
Johanna Echlin, l'Association des propriétaires de chalets de Fort William (Québec)
John Jackson, Nuclear Waste Watch
Janet McNeill, Durham Nuclear Awareness
Kirk Groover, Petawawa Point Cottagers' Association
Louise Morand, Comité vigilance hydrocarbures de L'Assomption
Marc Brullemans, Regroupement vigilance hydrocarbures Québec
[Marlyn Rannou](#), l'Association pour la Préservation du Lac Témiscamingue
Martha Ruben, Ottawa Raging Grannies
Maryanne MacDonald, Water Care Allies, First United Church, Ottawa
Paul Johannis, Greenspace Alliance of Canada's Capital
Réal Lalande, Action Climat Outaouais
Samuel Arnold, Sustainable Energy Group, New Brunswick
Siegfried (Ziggy) Kleinau, Bruce Peninsula Environment Group

cc.

Le très honorable Justin Trudeau, Premier ministre du Canada
Perry Bellegarde, Chef de l'Assemblée des Premières nations
Mme. Julie Gelfand, la commissaire à l'Environnement et au Développement durable
L'Hon. Amarjeet Sohi, ministre des Ressources Naturelles, Canada
L'Hon. Carolyn Bennett, ministre des Relations Couronne-Autochtones, Canada,
L'Hon. Catherine McKenna, ministre de l'Environnement et du Changement Climatique, Canada
L'Hon. Ginette Petitpas Taylor, ministre de la Santé, Canada
Elizabeth May, Chef, Parti vert du Canada
Luc Thériault, Groupe parlementaire québécois
Mario Beaulieu, Bloc Québécois
Shannon Stubbs, Parti conservateur, critique en matière des Ressources naturelles, Canada
Marilyn Gladu, Parti conservateur, critique en matière de Santé et Services sociaux, Canada
Ed Fast, Parti conservateur, critique en matière de l'Environnement et Changement climatique
Richard Cannings, NPD, critique en matière de Ressources naturelles, Canada
Don Davies, NPD, critique en matière de Santé et Services sociaux, Canada
Alexandre Boulerice, NPD, critique en matière d'Environnement et de changement climatique
Monique Pauzé, Groupe parlementaire québécois, critique en matière d'Environnement
L'Hon. Isabelle Melançon, ministre du Développement durable, de l'Environnement
et de la Lutte contre les changements climatiques, Québec
L'Hon. Rod Phillips, Minister of the Environment, Conservation and Parks, Ontario
L'Hon. Rochelle Squires, ministre du Développement durable, Manitoba

Références

(1) *Rapport du vérificateur général du Canada au Conseil d'administration d'Énergie atomique du Canada limitée — Examen spécial — 2017* Cat. No. FA3-126/2017
http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201711_07_f_42672.html

(2) *Responsabilités nucléaires héritées du Canada : Le coût du nettoyage des Laboratoires de Chalk River*, pétition 405 en matière d'environnement, adressée au vérificateur général du Canada le 20 juin 2017.

Sommaire et réponse: http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/pet_405_f_42449.html

Texte complet de la pétition: <https://tinyurl.com/environmental-petition-405>

(3) IAEA 2009. *Policies and Strategies for Radioactive Waste Management*. Nuclear Energy Series Guide No. NW-G-1.1. International Atomic Energy Agency, Vienna, https://wwwpub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/Pub1093_scr.pdf.

(4) IAEA 2011. *Policies and Strategies for the Decommissioning of Nuclear and Radiological Facilities*. Nuclear Energy Series No. NW-G-2.1. International Atomic Energy Agency, Vienna. https://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/Pub1525_web.pdf

(5) *Politiques et stratégies de gestion des déchets radioactifs non combustibles*, pétition 411 en matière d'environnement, adressée au vérificateur général du Canada le 21 septembre 2017.

Sommaire et réponse: http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/pet_411_f_42850.html

Texte complet de la pétition: <https://tinyurl.com/AG-petition-411>

(6) *Politique-cadre en matière de déchets radioactifs*, Ressources naturelles Canada, Ottawa, 1996. <https://www.rncan.gc.ca/energie/uranium-nucleaire/7726>

(7) Tableau des observations du public et des groupes autochtones sur la description du Projet d'installation de gestion des déchets près de la surface (IGDS)

<http://www.ceaa-acee.gc.ca/050/documents/p80122/118862F.pdf>

(8) Tableau des commentaires du public et des groupes autochtones sur la description du Projet de fermeture du réacteur nucléaire de démonstration

<http://www.ceaa-acee.gc.ca/050/documents/p80121/118857F.pdf>

(9) Tableau des observations du public et des groupes autochtones sur la description du projet – Déclassement *in situ* du réacteur nucléaire de Whiteshell-1

<http://www.ceaa-acee.gc.ca/050/documents/p80124/118863F.pdf>

(10) *Évaluation environnementale des projets nucléaires*, pétition 413 en matière d'environnement, adressée au vérificateur général du Canada le 29 janvier 2018.

Sommaire et réponse: http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/pet_413_f_43085.html

Texte complet de la pétition: <https://tinyurl.com/Environmental-Petition-413>

(11) *Bâtir un terrain d'entente : une nouvelle vision pour l'évaluation des impacts au Canada*, Rapport final du comité d'experts,

<https://www.canada.ca/content/dam/themes/environment/conservation/environmental-reviews/building-common-ground/batir-terrain-entente.pdf>

Les endossements additionnels : (dès le 18 septembre)

Grand Chief Glen Hare pour Anishinabek Nation (Première Nation)

*Grand Chief Joseph Tokwirot Norton pour Mohawk Council of Kahnawake
(Première Nation)*

Christian Simard pour Nature Québec (Québec)

Sandra Cohen-Rose pour le Conseil National des Femmes du Canada (National)

Gracia Janes pour Provincial Council of Women (Ontario)

Elizabeth Hutchinson pour le Conseil des Femmes du Québec (Québec)

Raymond Thibert pour Unifor (National)

*Marc Bureau pour le Conseil régional de l'environnement et du développement
durable de l'Outaouais (Québec)*

Dr. Vinay Jindal (MD) pour Physicians for Global Survival (National)

Chandler Davis pour Science for Peace (National)

*André Belisle pour l'Association québécoise de lutte contre la pollution
atmosphérique, AQLPA (Québec)*

Laura Tyler pour Manitoba Energy Justice Coalition (Manitoba)

*Linda Murphy pour Inter-Church Uranium Committee Educational Co-operative
(Saskatchewan)*

*Jacinthe Châteauvert pour le Conseil régional de l'environnement de
l'Abitibi-Témiscamingue (Québec)*

Candyce Paul pour Committee for Future Generations (Saskatchewan)

*David G. Newman, Q.C., conseiller de donateur pour Walter C. Newman, Q. C. Legal
Research Fund (Manitoba)*

Dr. Paula Tippett (MD) pour Concerned Citizens of St John (New Brunswick)

*Marc Nantel pour le Regroupement Vigilance Mines de l'Abitibi et du Témiscamingue
(Québec)*

Anna Tilman pour Watershed Sentinel (Ontario)

Andrea Harden pour le Conseil des Canadiens (National)

Elaine Hughes pour Quill Plains Chapter du Conseil des Canadiens (Saskatchewan)

Abdul Pirani pour le chapitre montréalais du Conseil des Canadiens (Québec)

Jo Hayward-Haines pour Peterborough Chapter du Conseil des Canadiens (Ontario)

Eugene Bourgeois pour Friends of Bruce (Ontario)

Chris Rouse pour New Clear Solutions (New Brunswick)

Marie Durand pour Alerte Pétrole Rive-Sud (Québec)

Don Ross pour Prince Edward County Sustainability Group (Ontario)

Patrick Rasmussen pour le Mouvement Vert Mauricie (Québec)

Michael J. Keegan pour Coalition for a Nuclear-Free Great Lakes (International)

Robert Del Tredici pour Atomic Photographers' Guild (International)

*Theodora Carroll pour MySea-to-Sky and Squamish Environment Society
(British Columbia)*

Pierre Cartier pour Témiscamingue Watershed Organization (Québec)

Phyllis Creighton pour Hiroshima Nagasaki Day Coalition (Ontario)

Gary Schneider pour Environmental Coalition of Prince Edward Island (ÎPE)

Elena Schacherl pour Citizens Advocating the Use of Sustainable Energy (Alberta)

Karen Weingeist & Dave Geary pour Clean Green Saskatchewan (Saskatchewan)

Cassie Barker pour Women's Healthy Environments Network (Ontario)

Granny Kate Chung pour Raging Grannies of Toronto (Ontario)

Jacques Boucher pour Wampum Centre (Québec)

Roger Short pour Lecourt Renewables (Ontario)

Michelle Blanchette pour Renewable Power The Intelligent Choice (Saskatchewan)